

Montreuil, le 15 mars 2010.



Moyens de la PJJ :

# la grande braderie.

Nous savions déjà que la RGPP à la PJJ était synonyme de braderie des missions sous couvert de recentrage au pénal avec son cortège de centaines de fermetures de postes. **Nous passons désormais à une deuxième étape : la braderie des locaux et du matériel.**

Les fermetures accélérées de services : Foyers, UEAJ, UEMO, directions départementales donnent lieu à une vague sans précédent de remises, aux Domaines, de locaux, y compris de services tous neufs, construits ou rénovés à grands frais, il y a peu.

Ainsi, par exemple, alors que la plupart des directions départementales avaient été totalement ré-équipées au niveau informatique ces dernières années ( réseaux, serveurs, etc...), tous ces travaux ont été faits en pure perte, les DD fermant les uns après les autres, ou les locaux étant abandonnés car devenus trop grands par rapport à la sacro-sainte règle des 12 m<sup>2</sup> par agent..

De même, des foyers récents, ont été fermés après seulement quelques années de fonctionnement.

Pour les plus anciens d'entre nous, cela rappelle la fermeture de certains IPES, au début des années 80, quelques mois après des travaux de réhabilitation. Dans sa frénésie de restructuration, l'administration agit aujourd'hui comme il y a trente ans, sans avoir visiblement rien appris.

Ces biens immobiliers sont remis à « France Domaines », qui a mission de les vendre au plus vite et le plus souvent à vil prix, surtout en période de marasme!

De même, le mobilier, les machines des ateliers sont vendus le plus souvent pour une bouchée de pain, quand ils ne sont pas directement envoyés à la déchetterie, alors qu'ils sont en parfait état de fonctionnement, souvent après des mises aux normes payées à grand frais, il y a quelques années.

Tout indique que nous n'en sommes qu'au début et que avec la mise en place systématique de la règle des 12 m<sup>2</sup> par agent les fermetures de sites vont se multiplier, avec à chaque fois, le même gâchis.

Nous dénonçons ces gaspillages éhontés, alors que dans le même temps d'autres services attendent depuis des années des modernisations ou des réhabilitations qui ne viennent pas.

C'est la même administration, qui orchestre ce gâchis honteux et qui vient dans le même temps parler de bonne gestion des deniers publics !

C'est la même administration, qui se gargarise de bonnes paroles sur la loi du 2 janvier 2002, mais qui dans le même temps, refuse toujours dans ses cahiers des charges, la réalisation de douches individuelles dans les chambres des hébergements !

C'est la même administration qui prétend mettre en place des commissions du dialogue social et qui ne fait pas fonctionner les Comités Hygiène et Sécurité, refusant d'ouvrir le débat sur la pénibilité et sur le stress au travail !

Au delà de la Com', nous sommes bel et bien face à une vente par appartement de la PJJ.

**Après le succès de la mobilisation unitaire du 9 dans un nombre important de départements, il faut étendre la mobilisation et faire reculer le gouvernement et la direction de la PJJ.**

**Le 23 mars, avec l'ensemble des salariés du public et du privé,**

**pour le droit à une retraite décente,  
pour la défense de tous services publics, dont celui de la PJJ**

**mobilisons-nous fortement et dans l'unité.**

*« Résister est un verbe qui se conjugue au présent ».* Lucie Aubrac.